

Les débuts du féminisme roumain: de l'action individuelle à l'action collective

Băluță, Ionela

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Băluță, I. (2008). Les débuts du féminisme roumain: de l'action individuelle à l'action collective. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 8(2), 367-385. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-55947-1>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0>

Les débuts du féminisme roumain

De l'action individuelle à l'action collective*

IONELA BĂLUȚĂ

Dans la société roumaine du XIX^e siècle la présence des femmes dans la sphère publique est strictement surveillée: reléguées dans «l'empire» du foyer et chargées des tâches domestiques ou tout au plus responsables des relations de sociabilité, elles ne sont «officiellement» admises que dans peu de lieux «publics»¹. Le rêve des moralistes serait même une délimitation nette des sphères et une domestication totale de la femme. Même lorsqu'on accepte la présence physique des femmes en dehors du foyer, on essaie de limiter leur présence «symbolique» sur la scène publique.

Les femmes sont peu dotées (ou dans la plupart des cas pas du tout) des atouts nécessaires à la participation au débat public. Limiter leur accès à l'éducation supérieure, leur interdire la pratique de certaines professions, maintenir l'inégalité du statut juridique sont autant de stratégies qui empêchent ou rendent très difficiles les présences féminines publiques. Néanmoins, certaines femmes y arrivent, et il est intéressant de voir les moyens mobilisés et les caractéristiques de leur trajectoire qui sont susceptibles de rendre compte de cette réussite. Les femmes qui pénètrent sur la scène publique (en tant qu'écrivains, journalistes, aspirantes à différentes professions ou militantes) occupent, de par leur nombre assez réduit par rapport à la masse des femmes, des positions à part. Elles revendiquent toujours une amélioration (quelque petite que ce soit) du statut de la femme, mais j'avance que ces premières prises de position puisent dans la pensée féministe, sans s'inscrire dans un mouvement féministe; il faudra attendre quelques décennies pour que les actions individuelles convergent dans une action collective.

Je vais m'arrêter sur les témoignages et les prises de position des femmes, en essayant de retracer les représentations qui ont habité l'univers social de l'époque à côté des représentations dominantes, sans réussir cependant à s'imposer. Privilégier le point de vue subjectif ne doit pas mener à négliger le poids de la *doxa*², des schèmes de pensée et des conditions réelles dans lesquelles se manifeste – et devient possible – une certaine prise de position. Ce n'est qu'en rapportant les paroles des femmes aux conditions doxiques de leur production, ce n'est qu'en prenant la mesure du poids de la violence symbolique³ que l'on peut réfléchir sur la portée

* Cet article a comme point de départ un chapitre de ma thèse de doctorat: Ionela BĂLUȚĂ, *Du «harem» au «forum». Réflexion sur la construction d'une nouvelle identité féminine dans la seconde moitié du XIX^e siècle roumain*, thèse de doctorat en sociologie sous la direction de Francine Muel-Dreyfus et Ioan Mihăilescu, soutenue à l'EHESS, Paris, mars 2005.

¹ Sur la distinction public/privé du point de vue des études sur le genre, v. Nira YUVAL-DAVIS, *Gender&Nation*, Sage Publications, London, 1997, p. 14.

² J'utilise ce terme dans son acception bourdieusienne: Pierre BOURDIEU, *Le sens pratique*, Minuit, Paris, 1980, pp. 111-115.

³ Cf. Pierre BOURDIEU, Loïc WACQUANT, *Réponses. Pour une sociologie réflexive*, Seuil, Paris, 1992, p. 54.

de l'action féminine et féministe, que l'on peut déceler entre reproduction et contestation du modèle légitime.

Les actions et les discours de femme sont aussi à mettre en rapport avec l'évolution du champ politique, la définition des critères d'inclusion et d'exclusion politique. Par exemple, Paula Baker montre que dans la société américaine du XIX^e siècle, le renforcement d'un modèle féminin «approprié» des classes moyennes est lié à la proclamation de la séparation des sphères et est accentué par l'apparition des partis politiques de masse et du développement d'un modèle masculin de participation politique¹. Or, dans la seconde moitié du XIX^e siècle roumain, les femmes sont nettement exclues des droits politiques; la participation à la vie publique des femmes bourgeoises n'est conçue, «officiellement», que par préterition – à travers l'éducation des enfants et l'appui du mari qui doit s'occuper des «affaires de la cité» – ou par la prolongation «publique» des «devoirs» typiquement «féminins», à travers la charité et la philanthropie. Dans ces conditions, la revendication tardive des droits politiques pour les femmes ne doit pas être interprétée comme un désintérêt, mais plutôt comme l'effet d'une culture participative propre aux femmes qui les déterminent longtemps à s'investir dans les lieux et les actions où elles étaient en fait acceptées.

Ma démarche est nécessairement limitée, puisqu'il n'existe pas une histoire de la pensée et du mouvement féministe en Roumanie² et il s'agit d'un terrain de recherche complexe et difficile. Je me propose de dresser un tableau sommaire de la présence des femmes dans l'espace public de la seconde moitié du XIX^e siècle roumain et de réfléchir sur les conditions de possibilité de l'apparition d'un mouvement féministe, sur les atouts mobilisés et mobilisables, sur les paroles «audibles» et les paroles «inouïes».

Les difficultés conceptuelles

Une discussion terminologique s'impose dès le début, vu l'ambiguïté que le terme féminisme peut entraîner. J'utilisé le syntagme «prises de position des femmes» pour désigner l'ensemble des discours ou des actions plus ou moins conjuguées qui témoignent de l'apparition d'un intérêt pour l'amélioration de la condition de la femme. Les nombreuses recherches qui ont abordé l'histoire du féminisme ont attiré l'attention sur les précautions à prendre quant à l'utilisation de ce terme³ et se sont efforcées de donner des définitions et des classifications exactes et rigoureuses,

¹ «Woman's attributes – physical weakness, sentimentality, purity, meekness, piousness – were said to disqualify her for traditional public life.» Paula BAKER, «The Domestication of Politics: Women and American Political Society, 1780-1920», *The American Historical Review*, vol. 89, no. 3, june 1984, p. 629.

² Pour une présentation critique de l'historiographie roumaine sur le sujet, v. Ionela BĂLUȚĂ, *Du «harem» au «forum»...cit.*, pp. 56-63.

³ Une bonne mise au point des définitions successives et des difficultés terminologiques est offerte par Eliane GUBIN *et alii*, (sous la dir. de), *Le siècle des féminismes*, Éditions de l'Atelier / Éditions Ouvrières, Paris, 2004; Florence ROCHEFORT, «Réflexions à propos de l'histoire du féminisme», in Anne-Marie SOHN, Françoise THELAMON (sous la dir. de), *Une histoire sans les femmes est-elle possible?*, Librairie Académique Perrin, Paris, 1998, pp. 195-203; Sylvie CHAPERON, «1945-1970, Reprendre l'histoire du féminisme», in *Ibidem*, pp. 205-215; pour l'histoire du mot «fminisme», v. Michèle RIOT-SARCEY, *Histoire du féminisme*, La Découverte, coll. «Repères», Paris, 2002, surtout «Introduction», pp. 5-6.

à même d'écartier toute ambiguïté. Ute Gerhard¹ souligne qu'il faut distinguer dès le début entre deux usages: en premier lieu, le féminisme désigne le mouvement social des femmes – c'est le sens en français et en anglais. En allemand le terme *Feminismus* s'est imposé plus tard, avec les derniers mouvements (associé plutôt à une attitude plus radicale), le terme premier étant *Frauenbewegung* (mouvement des femmes). En second lieu, le féminisme désigne aussi une théorie ou une conception de la société, qui fonde une perspective critique sur le monde: il est à la base non seulement des mouvements des femmes mais également des positions académiques. Pour sa part, Ute Gerhard considère que

«le féminisme désigne l'ensemble des tentatives menées par les femmes pour leur reconnaissance, leur autodétermination, leur participation politique et le respect de leurs droits. L'objectif visé est double: d'une part, la libération ou la liberté de décision de chaque femme en tant qu'individu, et d'autre part, la transformation fondamentale de la société et de son ordre des genres»².

En effet, l'une des difficultés majeures lorsqu'on veut prendre le féminisme pour objet d'étude est à la fois sa double dimension, sociale et politique, et la pluralité des manifestations qui se revendiquent ou sont cataloguées de «féministes»³. Entre une définition très large, qui englobe «toute protestation un peu argumentée contre l'oppression sexuelle, toute revendication d'une plus grande égalité, voire toute affirmation de la valeur du „féminin“ face à ses détracteurs» et une acception radicale, qui limite le féminisme à «toute analyse, toute action, tout geste posant comme conflictuels – et défavorables aux femmes – les rapports entre les deux sexes et visant à en comprendre la nature et à en modifier les termes», une pluralité d'options sont possibles. «Féminisme», «mouvement féministe», «mouvements de femmes», «mouvements pour les droits des femmes», toutes ces appellations différentes témoignent des «enjeux de la taxinomie», puisque la principale difficulté est de «se méfier des anachronismes et des fausses généalogies reconstituées par la démarche historique»⁴. Le féminisme est en fait une notion qui évolue, qui a une histoire, qui peut embrasser des réalités différentes selon les époques historiques et les pays, et une démarche qui part d'une acception plus large pour faire les délimitations et les classifications à partir du terrain empirique lui-même peut s'avérer plus pertinente que l'adoption de définitions initiales strictes et rigides⁵.

Les précautions à prendre sont d'autant plus grandes dans le cas de mon terrain. La société roumaine de Moldavie et de Valachie sortait à peine d'une histoire dominée par le modèle oriental qui interdisait – officiellement, au moins – non seulement la présence des femmes dans l'espace public mais même la fréquentation des espaces masculins. Je n'affirme aucunement que la norme était appliquée telle quelle, mais elle a néanmoins empêché des prises de position publiques assumées par les femmes. Jusqu'au XIX^e siècle, les femmes semblent être vraiment, les «silences» de

¹ Ute GERHARD, «Concepts et controverses», in *Le siècle des féminismes*, cit., pp. 47-63.

² *Ibidem*, p. 48.

³ Birgitte STUDER, Françoise THÉBAUD, «Entre histoire et mémoire», in *Le siècle des féminismes*, cit., pp. 27-45.

⁴ Cf. Florence ROCHEFORT, «Réflexions à propos de l'histoire du féminisme», in Anne-Marie SOHN, Françoise THELAMON, (sous la dir. de), *Une histoire sans les femmes...cit.*, pp. 199-201.

⁵ V. en ce sens Sylvie CHAPERON, «1945-1970, Reprendre l'histoire du féminisme», in *Ibidem*, surtout pp. 208-215.

l'histoire roumaine¹. Le courant d'idées «féministes» étant à ses débuts², la deuxième moitié du XIX^e siècle se présente plutôt comme une période de tâtonnements, qui introduit une diversité de prises de position, enregistre la cristallisation de certaines idées, la formation de réseaux de solidarité féminine, voire la constitution d'associations qui essaient de canaliser les actions des femmes. On est plutôt à l'époque de la formation d'une conscience de genre et moins à l'époque d'une «prise de conscience féministe», cette dernière position étant plutôt l'exception que la règle³. Je considère que l'utilisation de termes à portée plus générale, tels «les mouvements pour les droits des femmes» ou «des mouvements d'émancipation des femmes»⁴ est plus appropriée au contexte roumain, puisqu'ils peuvent inclure la diversité des idées et des positions.

Représentativité/exceptionnalité: quelques réflexions méthodologiques

Les débuts de la présence des femmes dans l'espace public sont disparates et souvent hésitants, témoignant sans doute des difficultés à adopter une position qui n'est pas toujours générée par les dispositions inculquées à travers la construction normative. L'analyse doit s'intéresser en égale mesure à la part de décision subjective et aux conditions de possibilité – spécifiques, au moins au début, à chaque cas – d'une action qui brise les normes, arrivant même à les contester. Puisqu'il ne faut pas oublier que «l'analyse du discours et des représentations qu'il véhicule, des prénotions qu'il formule est inséparable de l'étude de ceux qui les énoncent»⁵. Cette observation méthodologique est d'autant plus pertinente dans le cas des discours produits par les femmes; avant de voir quel est le point de vue féminin, il faut voir qui l'exprime, ou, plus précisément, qui peut l'exprimer, et quels sont les facteurs qui rendent possible cette expression. La position et la trajectoire sociale sont peut-être plus importantes que dans tout autre cas pour la compréhension de l'attitude adoptée:

¹ V. Michelle PERROT, *Les Femmes ou les silences de l'Histoire*, Flammarion, Paris, 1998, p. I. Seules les princesses, plus précisément les femmes des princes régnants y font parfois exception, mais je crois que dans ce cas les raisons dépassent la simple discussion du rapport masculin/féminin. V. aussi Constantin GANE, *Trecute vieți de doamnă și domnițe*, t. I-III, Editura Ziarului *Universul*, ed. a 4-a, București, 1941.

² Le premier document écrit par une femme de l'anthologie de mouvement féministe roumain date de 1855: une lettre adressée aux femmes de Moldavie par Sofia Cocea-Hrisoscolev, la pionnière de l'introduction des idées concernant l'émancipation des femmes en Moldavie; Ștefania MIHĂILESCU, *Emanciparea femeii române. Antologie de texte (1815-1918)*, Editura Ecumenică, București, 2001.

³ Eleni Varikas fait la distinction entre ces deux concepts, qui permettent une meilleure compréhension des prises de position des femmes au XIX^e siècle en Grèce; cf. Eleni VARIKAS, *La révolte des dames, Genèse d'une conscience féministe en Grèce du XIX^e siècle (1833-1908)*, thèse de doctorat en histoire sous la direction de Michelle Perrot, Université de Paris 7, 1986, p. 432.

⁴ Le syntagme est proposé par Ștefania Mihăilescu, qui attire également l'attention sur la diversité des documents reproduits et sur l'impossibilité de les grouper sous le qualificatif de «féministes»; Ștefania MIHĂILESCU, *Emanciparea femeii române...cit.*, p. 5.

⁵ Patrick CHAMPAGNE, Rémi LENOIR, Dominique MERLLIE, Louis PINTO, *Initiation à la pratique sociologique*, Dunod/Bordas, Paris, 1989, p. 81.

«Dans le cas des revendications féministes, ces discours ont été le fait des femmes qui non seulement avaient accès aux moyens d'expression publique (écrivains, journalistes, enseignantes, médecins, etc.) mais aussi à des positions sociales qui leur permettaient de pouvoir dire (et publiquement) la crise qu'elles subissaient et les solutions qu'elles souhaitaient pour y remédier»¹.

Le nombre restreint – par rapport à la grande masse – des femmes qui occupent ces positions et disposent des moyens d'expression publique justifie le qualificatif d'exceptionnelles qui leur est appliqué². Cependant, le caractère apparemment non «représentatif» des paroles des femmes, (représentatif étant très proche sinon synonyme, en ce cas, du normatif), impose des précautions méthodologiques et terminologiques³. Puisque, tout en accordant son importance au contexte historique et aux conditions de possibilité de toute prise de position, il faut éviter de reproduire un «regard normatif» qui réduirait les paroles des femmes soit à la reproduction du discours dominant, soit à une étrangeté génératrice de marginalisation, voire d'exclusion. Dépasant les limites de la normativité, ces «paroles» des femmes risquent de rester in-ouïes à l'époque; on n'entend pas ce qu'on n'a pas appris ou on ne veut pas entendre. Dans la longue histoire, ce sont des «paroles oubliées»: sinon, comment expliquer le manque (en Roumanie) d'une analyse historique à même de les récupérer et les réinsérer dans l'histoire de leur époque⁴? En même temps, il ne faut non plus minimiser leur importance et surtout ne pas oublier que «la parole publique des femmes est un enjeu crucial, souvent un drame, parfois une risque vital»⁵.

Il me semble que le potentiel heuristique de l'expérience ouvre des pistes d'exploration inédites, et je reprends l'excellente réflexion d'Eleni Varikas:

«Si l'action du sujet ne se produit pas dans un vide idéologique et social, si elle est structurée et orientée par des sens qui lui préexistent, elle est, au moment même où elle a lieu, *créatrice d'autres sens* qu'il convient de décoder précisément car il ne sont pas forcément tous donnés dans ce que son auteur avait *déjà appris*. Parce qu'une partie importante des conditions déterminant notre existence, aussi puissamment que les contraintes naturelles, sont *constamment produites par nos propres actions, parce qu'il s'agit d'actions au pluriel* qui s'affrontent et se confrontent, il ne peut y avoir d'ordre unifié et prévisible de détermination»⁶.

¹ *Ibidem*, p. 79.

² Christine Planté montre qu'il existe plusieurs motifs pour justifier ce caractère «exceptionnel», à savoir: le nombre réduit, leur position aux yeux de leurs contemporains, leur conscience même d'être différentes; Christine PLANTE, «Femmes exceptionnelles: des exceptions pour quelle règle?», *Clio. Histoire, Femmes et sociétés. Le genre de la nation*, no. 12, 2000, pp. 91-92.

³ Michèle RIOT-SARCEY, Eleni VARIKAS, «Réflexions sur la notion d'exceptionnalité», *Ibidem*, pp. 77-78.

⁴ Christiane Veauvy et Laura Pisano attirent aussi l'attention sur le statut particulier des témoignages des femmes concernant la construction de l'Etat-nation en France et en Italie, montrant que ces paroles sont oubliées parce que «in-ouïes» à l'époque; Christiane VEAUUVY, Laura PISANO, *Paroles oubliées. Les femmes et la construction de l'Etat-nation en France et en Italie (1789-1860)*, Armand Colin, Paris, 1997, p. 1.

⁵ *Ibidem*, p. 2.

⁶ Eleni VARIKAS, *Penser le sexe et le genre*, PUF, Paris, 2006, p. 128.

Panorama d'un mouvement en voie de constitution

Les carences de l'historiographie roumaine sur le sujet rendent difficile une présentation d'ensemble des actions des femmes dans la période étudiée. Je vais dresser un inventaire des types de prises de position des femmes à partir d'une anthologie de textes qui réunit des documents concernant «l'émancipation de la femme roumaine, 1815-1918»¹, publiés par une historienne qui a travaillé pendant plusieurs années dans les archives et à la Bibliothèque de l'Académie. Il est évident qu'une première anthologie sur un sujet aussi vaste ne saurait être exhaustive; l'auteure elle-même l'affirme, mentionnant qu'elle n'a pas pu introduire tous les documents qu'elle avait collectés. Malheureusement, elle donne peu d'explications sur ses options méthodologiques, de sorte que l'on ne peut pas dire quels documents sont favorisés par la sélection, pourquoi on privilégie parfois la presse comme source, d'autres fois les œuvres des différentes femmes. Je considère néanmoins que l'anthologie peut servir à un inventaire des types des prises de position, de même qu'à l'observation des tendances et des directions de cristallisation d'un courant de pensée et ensuite d'un mouvement qui ouvrent la voie au féminisme roumain. En outre, Ștefania Mihăilescu donne pour chaque auteur ou chaque journal retenu une petite note explicative, dont les informations sont précieuses pour le positionnement et l'objectivation du document et de l'auteur. Le volume réunit plusieurs types de témoignages: des discours appartenant aux hommes traitant du rôle de la femme dans la société; des fragments de lois ou des décisions officielles qui réglementent le statut de la femme; des documents concernant la position des femmes et les associations de femmes. Je vais me pencher sur ce dernier type de témoignage, qui réunit au total 130 documents datant de 1855 à 1916 (j'ai retenu seulement les documents portant sur la Moldavie et sur la Valachie).

Tableau 1

Documents portant sur l'émancipation des femmes, 1855-1916

Qui produit le document, contenu du document	No. des doc.
Ecaterina Arbore, <i>Lupta zilnică</i> , 1916	1
Calypso Botez: la question du féminisme (publié en brochure)	1
Maria Baiulescu, <i>Viitorul românelor</i> , 1913	1
Dora Breazu, <i>Revista noastră</i> , 1905	1
Maria Buțureanu, étude sociale sur la femme, 1913	1
Sofia Cocea-Hrisoscoleu: des messages mobilisateurs adressés aux femmes moldaves pour s'éduquer et s'émanciper, afin de «répondre à l'appel de la nation», 1855, 1859	2
Nelly Cornea, aticles in <i>Românca</i> , <i>Dochia</i> , <i>Drepturile femeii</i> , et fragments de son <i>Journal</i> (souvenirs liés à la guerre) 1898-1916	4

¹ Ștefania MIHĂILESCU, *Emanciparea femeii române...cit.* La première édition est partiellement reprise dans un deuxième ouvrage, qui sélectionne seulement les documents qui s'inscrivent dans une «histoire du féminisme roumain», allant de 1838 jusqu'en 1929. IDEM, *Din istoria feminismului românesc. Antologie de texte (1838-1929)*, Polirom, Iași, 2002. J'utiliserai le premier volume, qui réunit une masse beaucoup plus grande de documents (250).

Dora d'Istria: «Les femmes de l'Occident», fragment littéraire, 1859	1
Constanța Dunca-Schiau: projets pour la création d'écoles pour les filles, 1863, 1865	2
Cornelia Emilian: souvenirs sur la création de la Réunion des femmes; deux articles sur le sort de la femme, 1868, 1887 (<i>Familia</i>), 1893 (<i>Rândunica</i>)	3
Maria Flechtenmacher, <i>Femeia Română</i> , 1878-1880	14
Constanța Hodoș, articles dans <i>Revista noastră</i> , 1906-1915	8
Emilia Humpel, <i>Dochia</i> , 1897	1
Eugenia de Reuss-Ianculescu, <i>Drepturile femeii</i> , 1912-1916	3
Sofia Nădejde, articles militants revendiquant l'égalité en droits et dénonçant le misogynisme de certains hommes politiques; <i>Femeia Română</i> , <i>Contemporanul</i> , <i>Revista noastră</i> , <i>Lumea nouă literară și științifică</i> , 1879-1915.	10
Maria Rosetti, in <i>Mama și copilul</i> (le journal qu'elle dirige): article-programme, 1865	1
Elena D. Sevastos, in <i>Rândunica</i> (journal fréquenté par les membres de la Réunion et de la Ligue de Iași): article-programme, qui annonce l'orientation militante 1893	1
Eleonora Stratilescu, <i>Unirea femeilor române</i> , 1910-1912	6
Tereza Stratilescu, <i>Unirea femeilor române</i> , 1913	1
Elena Tănăsescu, <i>Revista noastră</i> , 1906	1
Adela Xenopol, fondatrice des journaux <i>Dochia</i> et <i>Viitorul româncelor</i> : articles du journal portant sur les droits de la femme ou sur le mouvement féministe occidental; collabore aussi à <i>Femeia Română</i> , 1879-1912	7
Le journal <i>Femeia</i> : la profession de foi du journal, 1868	1
Le journal <i>Femeia Română</i> , dirigé par Maria Flechtenmacher: articles traitant de la «question féminine», revendiquant l'amélioration du statut de la femme; prises de position qui peuvent être qualifiées de «féministes», 1878-1880.	4
Le journal <i>Unirea femeilor române</i> : ton féministe, 1914	2
Le journal <i>Drepturile femeii</i> , 1913-1915	2
La revue <i>Revista noastră</i> , ton militant, revendications de type féministe	3
Reuniunea femeilor române (association), Iași: statuts; pétition adressée au ministre des cultes, 1875, 1890, 1892	3
Comité central de Iași (de la société pour l'aide des blessés pendant la guerre): appels à donations et à soutien, réponses aux appels, annonces, 1877	8
Comités des districts (la même société): liste des dames qui formaient les comités dans différents districts 1877	1
Comité de Bârlad (la même société): le soutien de l'hôpital local 1877	1
La société «Crucea Roșie»: lettres de remerciements, correspondance officielle	4
La société des femmes pauvres «Salvatorul» (Bucarest): statuts 1886	1
La société «Ajutorul» (Bucarest): statuts 1893	1
La société «Materna» patronnée par la reine Elisabeth et «Leagănul Elisabeta»: statuts et présentation 1898	3
La société «Obolul»: statuts	1
La ligue des femmes (Iași) et le Bulletin de la Ligue: statuts, comptes-rendus des séances, articles publiés dans le bulletin par différentes membres, 1894, 1895, 1896	10
L'association «Sprijinul», appartenance socialiste, 1910-1913	2
La société de charité «Munca»: statuts, Bucarest, 1910	1

La société «Unirea educatoarelor române», Iași, 1910	2
La société «Emanciparea femeii» transformée en «Drepturile femeii»: statuts, rapport d'activité (in le journal <i>Drepturile femeii</i>) 1912-1914	4
L'association des femmes roumaines «Sprijinul» (Ecaterina Arbore), 1910-1913	2
La société orthodoxe nationale des femmes roumaines «Societatea ortodoxă a femeilor române»: statuts, activité (article publié in <i>Unirea femeilor române</i>), 1910	2
Curcurile feminine ale Partidului Social Democrat Român, 1914	2

Les documents regroupés dans ce tableau sont: des fragments littéraires, des documents appartenant à des femmes qui ont exprimé leur opinion sur l'éducation et les droits des femmes (dans ce cas j'ai inscrit dans le tableau le nom même de ces femmes); des documents publiés dans des journaux dirigés par des femmes (dans ce cas j'ai noté le nom du journal et éventuellement de la directrice); des documents portant sur des associations ou organisations de femmes (dont le nom figure dans le tableau). Comme je l'ai déjà affirmé, les critères du choix n'étant pas explicites, l'objectivation et surtout la discussion sur la représentativité des textes choisis sont difficiles, sinon impossibles. Néanmoins, quelques observations s'imposent. Ștefania Mihăilescu retient un seul texte appartenant à Maria Rosetti mais trois textes écrits par Adela Xenopol¹, seulement trois textes de Cornelia Emilian² et 20 de Maria Flechtenmacher³. Dans le premier cas on peut supposer que le choix de Ștefania Mihăilescu privilégie les témoignages à caractère plus «féministe», plus militant: les prises de position et l'activité d'Adela Xenopol sont, de ce point de vue, plus proches du «féminisme» que le discours de Maria Rosetti. Dans le deuxième cas, la seule explication qui me paraît plausible concerne le caractère

¹ Adela Xenopol (1861-1939) est la sœur du renommé historien A.D. Xenopol; v. Nicolae IORGA, *Oameni cari au fost*, vol. II, Editura pentru Literatură, București, 1967, pp. 171-176); elle fait ses études à l'étranger et s'établit à Iași. Elle sera une journaliste et un écrivain actif; surtout dans ses articles publiés dans différents journaux elle milite pour l'émancipation économique, intellectuelle, juridique et politique de la femme. Cf. Ștefania MIHĂILESCU, *Emanciparea femeii române...cit.*, p. 550.

² Cornelia Emilian est issue d'une famille noble de Transilvanie, Ederlly de Medve. Elle est née à Zlatna, en 1840. Venue à Iași (Moldavie) en 1858, elle se marie avec Ștefan Emilian, professeur à l'Université A.I. Cuza de Iași, architecte et journaliste. Cornelia Emilian prend l'initiative de la création d'une association de femmes, la Réunion de femmes roumaines de Iași et sera aussi l'initiatrice de l'Appel qui a mené à la constitution de la Ligue (en 1894). Pendant la guerre d'indépendance, elle a été infirmière et a reçu la décoration «Crucea Elisabeta» pour son activité; elle a également organisé les cantines scolaires «Dejunul copiilor săraci» de Iași. Journaliste active, militant pour l'émancipation et les droits des femmes, elle a collaboré à plusieurs publications: *Revista literară*, *Fântâna Blanduziei*, *Literatorul*, *Revista poporului*, *Familia*, etc. En 1866 elle est élue au conseil dirigeant de la société «Amicii artelor din Iași» et en 1877 elle devient membre de la «Societatea pentru învățătura poporului român». À la sollicitation de Constantin Esarcu, elle a animé le comité de Iași pour la collecte des fonds pour la construction de l'Athénée. Sa fille, Cornelia Emilian Sevastos, sera une membre active de la Ligue (s'occupant entre autres de la rédaction de son Bulletin) et continuera passionnément l'œuvre de sa mère. Pour une analyse plus détaillée de sa trajectoire et de ses actions, v. Ionela BĂLUȚĂ, *Du «harem» au «forum»...cit.*, pp. 380-386.

³ Maria Flechtenmacher est une active journaliste, s'intéressant à la littérature et jouant dans des pièces de théâtre; elle a été aussi professeur de déclamation à l'asile «Elena Doamna»; le journal *Femeia română* est présenté comme un «journal social, littéraire et domestique» et paraît du 1^{er} janvier 1878 au 12 avril 1888; elle est la femme du compositeur Alexandru Flechtenmacher; cf. Ștefania MIHĂILESCU, *Emanciparea femeii române...cit.*, p. 548.

disons plus concentré des prises de position de Maria Flechtenmacher, qui publie dans chaque numéro du journal qu'elle fonde un article sur la situation de la femme, son statut, etc. Non seulement les textes sont ainsi plus faciles à repérer, mais étant donné leur destination (articles de journal), leurs dimensions sont plus réduites et on peut en choisir des petits fragments très éloquentes. Or, mis à part les statuts des différentes associations et organisations, les documents sélectionnés par Ștefania Mihăilescu sont en général de dimensions assez réduites (une page en moyenne), option imposée, sans doute, par les contraintes matérielles (il s'agit quand même d'un seul volume) et par le caractère pionnier de l'entreprise.

Tout en soulignant donc les précautions à prendre dans l'utilisation de cet instrument de travail et surtout la difficulté à statuer sur le caractère «représentatif» des textes retenus, je considère (et la lecture de différents témoignages des femmes et portant sur les femmes de l'époque semblent le confirmer) que le tableau que j'ai dressé embrasse la diversité des paroles et des actions des femmes roumaines dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Il met en évidence la cristallisation d'un courant d'idées qui mène, dans un deuxième temps, à la formation d'un mouvement féministe. Si dans un premier temps (jusque vers les années 1900) les voix individuelles ou le rassemblement autour d'un journal sont les témoignages les plus nombreux, la période suivante (1900-1918) enregistre un accroissement considérable du nombre d'associations et d'organisations de femmes (il faudrait étudier de près l'activité de chacune d'elles pour voir combien peuvent être cataloguées de «féministes»). À partir de ce tableau je vais essayer de dresser une typologie des manifestations et des prises de position qui caractérisent l'action des femmes. Je compléterai les informations offertes par l'anthologie de Ștefania Mihăilescu avec des informations tirées des ouvrages historiques à portée plus générale et avec les données que j'ai pu recueillir sur ce sujet, afin de nuancer cette typologie, en développant certains aspects insuffisamment exemplifiés.

Apprendre à habiter l'espace public

La deuxième moitié du XIX^e siècle marque le début de l'affirmation des femmes sur la scène publique. Période de tâtonnements et d'essais souvent ratés, ces décennies sont essentielles à l'apprentissage d'une attitude et à l'appropriation d'une position qui était l'apanage des hommes: fréquenter et habiter l'espace public. Évidemment, le processus dépasse de beaucoup la période analysée; sous certains aspects, on pourrait dire qu'il continue encore aujourd'hui. Cependant, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le nombre de présences féminines dans l'espace public s'accroît considérablement, arrivant à dessiner des réseaux de communication et de solidarité essentiels au développement ultérieur du mouvement. Plusieurs types de manifestations caractérisent cette première période et je vais les regrouper à la fois chronologiquement et en fonction de leur caractère militant.

a) Une première manifestation appartient aux femmes qui s'expriment dans l'espace public, sans embrasser une orientation militante quelconque. Il s'agit des femmes qui collaborent à des revues littéraires, au début plutôt avec des traductions, par la suite avec des créations propres. Ce type d'expression commence un peu plus tôt, le journal de Ion Heliade Rădulescu (*Curier de ambe sexe*) encourageant, pour la première fois (dans les années trente), la présence des femmes dans

un projet éditorial. Le nombre des femmes qui ont été attirées par la littérature s'accroît dans le dernier quart du siècle: Dora d'Istria¹, Ermiona Asachi², Matilda Cugler-Poni³, Elena Văcărescu⁴ ou Carmen Sylva⁵ sont des noms bien connus. Des salons littéraires dirigés par des femmes apparaissent⁶, qui, au-delà de leur fonction de sociabilité, favorisent en même temps la participation des femmes à des débats autres que l'économie domestique ou l'éducation des enfants. Il faut noter que ces femmes appartiennent à la classe «cultivée», plusieurs d'entre elles étant issues des grandes familles; caractéristique biographique tout à fait «logique», si nous pensons que dans la première moitié du siècle l'éducation des filles dépendait exclusivement des moyens financiers et de «l'ouverture d'esprit» de leur famille. Or, au début seules les familles des boyards valorisaient «la culture» des filles (même si conçue de façon bien différente de la culture des garçons) et seules les familles aisées pouvaient se permettre de payer des professeurs ou d'inscrire leurs filles dans les pensions privées. L'orientation libérale et la composante «intellectuelle» (qu'il s'agisse du père, ou du mari) apparaissent déjà comme facteurs favorisant l'expression publique des femmes.

Vers la fin du siècle, une autre catégorie de femmes se manifestent sur la scène publique, sans se placer nécessairement sur une position militante: il s'agit de femmes qui poursuivent des études universitaires, obtiennent des résultats remarquables et réussissent à pénétrer dans différentes professions. Par exemple, Constanța Pompilian-Zossima fait de brillantes études en mathématiques, qu'elle parachève à la Sorbonne, Vera Myller apporte une contribution originale dans le domaine des équations intégrales, étant la première femme roumaine à obtenir le

¹Dora D'ISTRIA, «Femeile din Orient (1859). Fragmente», in Ștefania MIHĂILESCU, *Emanciparea femeii române...cit.*, pp. 62-65. Dora d'Istria (Elena Ghica), descendante d'une famille noble, avait été mariée au prince russe Alexandre Kolstoff-Massalski; après le divorce, elle fait de longs voyages et s'établit à Florence. Elle a été un écrivain renommé, collaborant à des revues prestigieuses en Occident et faisant preuve d'une grande érudition dans des domaines variés. Elle a écrit également des études de folklore et d'histoire des peuples balkaniques, dont aussi son ouvrage *Des femmes par une femme; Ibidem*, p. 547.

²Ermiona Asachi est la fille du poète G. Asachi; elle est connue notamment pour ses traductions de l'allemand et du français, publiées dans les journaux de l'époque. Elle a été mariée deux fois, la première fois avec Alexandru Moruz de Pechea et la deuxième fois avec Edgar Quinet; cf. George CĂLINESCU, *Istoria literaturii române de la origini până în prezent*, Minerva, București 1986, p. 205.

³Matilda Cugler est la fille de l'autrichien Carol von Cugler, qui obtient la citoyenneté roumaine en 1872; à partir de 1876 il occupe la fonction d'architecte adjoint à Iași, du Ministère des cultes et de l'Instruction Publique; elle écrit des poésies sentimentales, imitant les poètes romantiques. Après une jeunesse parsemée de plusieurs aventures amoureuses, elle se marie avec le professeur universitaire Petre Poni, (libéral) membre et même président, pour une courte période de temps, de l'Académie Roumaine; cf. George CĂLINESCU, *Istoria literaturii române...cit.*, pp. 422-423.

⁴Fille d'un diplomate médiocre, Elena Văcărescu se fait remarquer, dès le début dans la vie sociale, par une beauté et une intelligence remarquables; elle a attiré l'attention de la reine, et sa liaison avec le prince héritier a suscité beaucoup de médisances. Exilée à l'étranger, elle vit beaucoup à Paris, où elle est une présence active dans la vie de la «diplomatie culturelle européenne». cf. Elena VĂCĂRESCU, *Memorial în mod minor*, Compania, București, 2001, pp. 7-9.

⁵Pseudonyme de la reine Elisabeth, qui est l'auteure d'une œuvre littéraire bien connue et qui encourage et soutient le milieu littéraire.

⁶Leur présence est également signalée par Alin Ciupală, mais les informations offertes restent dans un registre très général; Alin CIUPALĂ, *Femeia în societatea românească a secolului al XIX-lea. Între public și privat*, Meridiane, București, 2003, pp. 81-83.

titre de professeur universitaire. La médecine attire également les femmes, certaines soutenant même leur doctorat (comme par exemple Maria Cuțarida-Crătunescu¹, Hermina Walch-Kaminski², Ecaterina Arbore-Ralli³ ou Adela L. Herșcovici-Huși⁴). À la différence des femmes spécialisées dans les sciences exactes, les ouvrages des femmes docteurs sont plus influencés par le modèle médical, donc plus conformes à l'image normative de l'époque. Dans la plupart des cas, elles reprennent les idées et les opinions des docteurs (hommes), contribuant plutôt à la reproduction du modèle et moins à sa contestation⁵. En outre, la majorité de ces femmes médecins s'intéressent à des sujets liés à la famille et à la maternité, ce qui opère une certaine marginalisation, un confinement dans une thématique qui ne fait que rappeler la «nature féminine».

Néanmoins, chez certaines d'entre elles la réflexion sur les conditions de vie des femmes et des enfants débouche sur l'implication dans des actions à connotation plus militante. Par exemple, Maria Cuțarida-Crătunescu proteste publiquement contre les manœuvres faites par l'Eforie des hôpitaux pour l'empêcher de passer l'examen pour la fonction de chef du service de gynécologie de l'hôpital Filantropia⁶. C'est l'occasion de revendiquer un traitement égal pour les hommes et les femmes:

«J'espère que l'honorable Eforie cherchera à maintenir l'équilibre légal et légitime entre les docteurs des deux sexes. Je ne peux et ne veux pas rester

¹ Elle est la première roumaine à obtenir le doctorat (Paris, 1884); elle était mariée avec le professeur universitaire Crătunescu. Elle a occupé plusieurs fonctions: médecin secondaire de l'hôpital Brâncovenesc, médecin en chef du pavillon «Simondie» de l'hôpital Filantropia. Cf. Elena D. ȘTEFĂNESCU, *Femeia medic, teză de doctorat*, Universitatea «Regele Ferdinand», Facultatea de Medicină și Farmacie, Cluj, 1934, p. 25; Florica Cireșica NEAGU, *Femeia medic în România în a doua jumătate a secolului al XIX-lea și prima jumătate a secolului al XX-lea*, mémoire de maîtrise, Universitatea Cluj-Napoca, 1979, pp. 33-43. À titre de comparaison, il faut rappeler que la première femme qui obtient le droit de s'inscrire à la Faculté de Médecine de Paris est Madeleine Bres, en 1866; elle soutient sa thèse (la première thèse en médecine d'une femme en France) en 1875; cf. Yvonne KNIBIEHLER, Catherine FOUQUET, *La femme et les médecins. Analyse historique*, Hachette, Paris, 1983, p. 196.

² Elle est la première femme qui passe son doctorat à la Faculté de Médecine de Bucarest (en 1890); elle était la fille d'un Autrichien, réfugié en Valachie à cause de ses idées révolutionnaires; elle s'intéresse aux questions d'hygiène et de santé publique. À partir de 1897 elle occupe le poste de médecin de la Régie et du Monopole d'État. En 1912 elle est nommée inspecteur sanitaire des écoles secondaires de filles de Bucarest et en 1913 sera la directrice de la première école d'infirmières créée par l'État. Cf. Florica Cireșica NEAGU, *Femeia medic...cit.*, pp. 45-49.

³ Elle est la fille d'un militant qui avait été exilé pour son activité révolutionnaire, devenu par la suite socialiste; Ecaterina Arbore passe sa thèse sur les grossesses extra-utérines en 1897, devient médecin communal, ensuite médecin des enfants orphelins. *Ibidem*, pp. 61-65.

⁴ Elle passe sa thèse en 1904, à la Faculté de Médecine de Iași, proposant «une étude de déontologie médicale» sur «la femme-médecin». Adela L. HERȘCOVICI-HUȘI, *Femeia-Medic, teză pentru doctorat în medicină și chirurgie susținută în decembrie 1904*, tip. «Dacia», Iași, 1904.

⁵ En analysant le discours des premières femmes médecins en France (toujours à la fin du XIX^e siècle), Yvonne Knibiehler et Catherine Fouquet concluent que «les femmes médecins sont d'un conformisme absolu»; Yvonne KNIBIEHLER, Catherine FOUQUET, *La femme et les médecins...cit.*, p. 200.

⁶ Elle est si renommée et reconnue comme un bon spécialiste, que les autorités évitent même de lui donner la chance de passer le concours. Elle dénonce le comportement de ses supérieurs dans un article avec le titre «Une protestation» publié dans le journal *Voința poporului*, nr. 2791, 18 octobre 1894. Cf. Florica Cireșica NEAGU, *Femeia medic...cit.*, pp. 38-39 (notre trad.).

indifférente face à une injustice qui me touche dans toutes mes aspirations de médecin et qui touche, surtout, les intérêts des femmes»¹.

Vaincue par le système (qui ne tient pas compte de sa protestation), elle donne sa démission et continue de pratiquer sa profession dans un cabinet privé. En même temps, elle s'implique davantage dans des actions visant l'amélioration du sort des enfants et des femmes. En 1897, elle crée la société «Materna», le premier orphelinat de Roumanie².

Les trajectoires sociales esquissées montrent qu'il existe au moins deux types de facteurs qui favorisent le choix d'une fille de poursuivre des études universitaires et d'embrasser une profession libérale (réservée encore, à l'époque, aux hommes): l'appartenance à une famille où le père avait manifesté ses orientations «libérales» en sympathisant ou même en participant au mouvement de 1848 et le mariage avec un professeur d'université. Plus encore, on peut constater que dans les cas considérés la famille d'origine n'occupe pas une position de premier rang; encourager les filles dans le choix d'une carrière prestigieuse (même si atypique) correspondait, sans doute, aux affinités idéologiques libérales qui rêvaient (au moins en théorie) remplacer les privilèges de «sang» ou de «fortune» avec le principe de la méritocratie. De toute façon, il est évident que ce choix n'est pas encore très répandu à l'époque, et qu'il contrevient au modèle fonctionnaliste et restrictif de l'éducation des filles.

Même si elles ne sont pas toujours intéressées par la contestation des règles qui s'efforçaient de les reléguer au foyer, leur simple présence dans l'espace public peut avoir une capacité subversive. L'accroissement du nombre des femmes qui *créent* ou qui choisissent des professions supposant un grand *effort intellectuel* sont des preuves à même de contester l'argumentation qui excluait les femmes au nom de leur incapacité créatrice ou de leur infériorité physique et intellectuelle. Le discours et le mouvement féministe s'y référeront, par ailleurs.

b) Un deuxième type de manifestation appartient aux femmes qui s'intéressent en premier lieu à l'émancipation de la femme par l'éducation. En général, ces femmes ont des parcours particuliers, bénéficient de la possibilité de poursuivre des études supérieures et prennent la parole pour réclamer l'extension de ce droit à toutes les femmes. Les deux exemples retenus dans l'anthologie sont Sofia Cocea-Hrisoscoleu³ (en Moldavie) et Constanța Dunca-Schiau⁴ en Valachie.

¹ *Ibidem*.

² Elena D. ȘTEFĂNESCU, *Femeea medic...cit.*, p. 26.

³ Sofia Cocea est enseignante et journaliste; elle est issue d'une famille d'administrateurs de propriété, fait ses études à Iași et à Târgu Neamț et devient enseignante à Târgu Neamț, ensuite à Vaslui, où elle crée, en 1857, un internat pour les filles. Elle se marie avec le professeur V. Hrisoscoleu. À l'époque de l'union elle a une riche activité en tant que journaliste, collaborant aux journaux unionistes *Românul*, *Dacia*, *Steaua Dunării*, *Reforma*, etc. cf. Ștefania MIHĂILESCU, *Emanciparea femeii române...cit.*, pp. 546-547.

⁴ Constanța Dunca-Schiau est née à Botoșani (en 1843), fille d'un avocat connu, Ștefan Dunca. Sa famille appartient donc aux fractions qui s'affirment au XIX^e siècle, et qui ont des orientations libérales. Elle a été la première femme roumaine qui ait obtenu à Paris les brevets de capacité à la Sorbonne, le diplôme des cours de pédagogie (sous la direction de Mademoiselle Sauvan) et la première à obtenir le certificat de hautes études au Collège de France. En 1863, elle a passé un concours pour la chaire de Morale et de Pédagogie à l'École Centrale de Bucarest. Les autres candidats étaient les professeurs Ion Măiorescu et Ieremia Circa; et c'est elle qui a gagné, occupant

Outre la question de l'éducation de la femme, Sofia Cocea mène une lutte persévérante pour l'union et elle fait appel aux «dames moldaves» pour rejoindre les hommes dans les projets unionistes. Dans les deux lettres reproduites dans l'anthologie, le langage reprend les stéréotypes de l'idéologie nationaliste:

«La patrie a besoin aujourd'hui (comme nous le disent les journaux et comme nous pouvons le constater nous-mêmes) d'armée, d'argent et d'écoles. Nous ne pouvons pas nous faire enrôler, et ne pouvons pas nous mettre, cette fois-ci, sous le tricolore; laissons cet honneur à nos frères; cependant, ne cédon à personne le droit de donner à la Roumanie des écoles, des instituts d'éducation et des établissements charitables»¹.

La «civilisation» impose la reconnaissance de la place de la femme dans la société, mais cela ne mène en nul cas à un mélange des rôles. Le thème de l'éducation des femmes est central dans l'idéologie et dans les débats de l'époque; il concentrera également, pour une bonne période, les préoccupations des mouvements féministes. Le discours des femmes sur l'éducation féminine combine – de façon apparemment non-contradictoire – la glorification des rôles «légitimes» de la femme (mère et épouse) et l'évocation de l'émancipation de la femme par l'éducation. En ce sens, l'observation d'Eleni Varikas sur le rôle de l'éducation des femmes me paraît particulièrement éloquente:

«L'éducation féminine, ayant un caractère futile et décoratif, constitua non seulement le cheval de Troie par lequel elles se sont introduites dans l'espace public, mais aussi le moyen par lequel elles sont arrivées à l'individuation, à l'affirmation d'une première subjectivité féminine»².

Je considère donc que les femmes qui expriment d'une façon conséquente leur opinion sur ce sujet se placent sur une position plus contestataire que les femmes écrivains, par exemple.

Il faut encore noter que dans le cas de Sofia Cocea l'origine bourgeoise et le mariage avec un professeur sont des caractéristiques «biographiques» susceptibles d'avoir favorisé sa carrière. Et dans les deux cas les études qui dépassent la moyenne de l'éducation féminine constituent sans doute un atout important dans le choix et la poursuite d'une carrière publique.

c) En troisième lieu, il y a les journaux et les revues dirigés par des femmes, qui apparaissent dans la septième décennie: le premier est le journal *Mama și copilul* (1865), dirigé par Maria Rosetti. Ces journaux créent des espaces de débat et de

ce poste jusqu'en 1872, moment où elle l'a quitté volontairement. En 1863, elle a présenté un projet pour l'organisation de l'enseignement de filles en Roumanie, qui a été consulté par la Chambre Législative lors de la promulgation de la Loi de l'instruction publique primaire en 1864. En 1865, elle est déléguée par la mairie de Bucarest comme inspectrice des écoles de filles. Elle est également membre de la société des hommes de lettres de Paris, membre de l'Athénée, section lettres, membre de la société pour le soutien des lettres et des sciences en France, primée à Paris avec la médaille d'or pour des ouvrages littéraires et pédagogiques, collabore à beaucoup de journaux et revues, donne des conférences publiques. Mais elle se retire de la vie publique au moment du mariage... Pour une présentation plus détaillée de sa trajectoire et une analyse de ses discours et ses activités, v. Ionela BĂLUȚĂ, *Du «harem» au «forum»...cit.*, pp. 327-354.

¹ Sofia COCEA-HRISOȘCOLEU, «Către damele române», in Ștefania MIHĂILESCU, *Emanciparea femeii române...cit.*, p. 60 (notre trad.).

² Eleni VARIKAS, *La révolte des dames...cit.*, p. 431.

rencontres qui favorisent la cristallisation de réseaux de communication, voire de solidarité féminine. Leur contenu et leur orientation sont néanmoins variés, de sorte que l'appellation générale de «presse féminine» doit être nuancée et divisée en des catégories plus restreintes et plus homogènes¹.

Analysant l'apparition et le développement de la presse féminine en France Evelyne Sullerot² identifie plusieurs types de journaux, en fonction des rédacteurs, du contenu, de l'orientation et du public cible. Les catégories identifiées par Evelyne Sullerot sont: des journaux émanant de certains groupes de femmes, qui traitent des sujets variés; des journaux pour les femmes mais écrits par des hommes; des journaux concernant les femmes (et aussi leurs droits politiques) écrit par des hommes pour les hommes et des journaux politiques écrits par des femmes. Au-delà des différences qui peuvent apparaître à des époques historiques différentes, je pense qu'on peut retenir cette classification de la presse féminine et l'utiliser comme grille de lecture dans le contexte roumain, qui de surcroît est assez proche culturellement du contexte français. Mis à part la troisième catégorie, que je n'ai pas identifiée dans l'espace roumain, les trois autres peuvent se rencontrer, sous des variantes plus ou moins proches du cas français, dans le champ journalistique roumain des dernières décennies du XIX^e siècle.

Outre l'anthologie de Ștefania Mihăilescu, j'ai utilisé une histoire de la presse roumaine³, une histoire de la publicité roumaine⁴ et j'ai consulté plusieurs journaux publiés par les femmes ou destinés aux femmes à partir desquels je propose un aperçu des types de journaux parus en Roumanie à l'époque.

Plusieurs journaux s'inscrivent dans la première catégorie, à savoir ils émanent de certains groupes de femmes et traitent des sujets variés. Il faut ajouter qu'en Roumanie il existe une sous-catégorie, à savoir des journaux fondés et dirigés par une femme, sans émaner d'un groupe de femmes. Dans certains cas la fondatrice reste la personnalité centrale et la rédactrice d'un grand nombre des articles (*Mama și copilul*, fondé par Maria Rosetti). Il existe également des journaux qui sont édités par une femme et qui traitent de sujets ne mettant aucunement en question la position de la femme, comme par exemple *Ziarul Damelor pentru Broderie și Lux* (Mademoiselle W. Pesky éditeur, Bucarest 1893). Dans d'autres cas, le journal réunit par la suite plusieurs femmes, même si la fondatrice reste le moteur de l'entreprise; on peut citer en ce sens les journaux *Femeia Română*, dirigé par Maria Flechtenmacher ou *Dochia*, dirigé par Adela Xenopol. Les attitudes exprimées varient d'un journal à l'autre, allant d'une opinion assez modérée, intéressée par la question de l'éducation des enfants et particulièrement des filles (*Mama și copilul*) à la revendication d'un statut égal de la femme et de l'homme dans la société et de la révision du cadre juridique (*Femeia Română*). Les journaux et les revues qui sont l'émanation des groupes de femmes se multiplient notamment à la fin du XIX^e siècle (*Rândunica*, *Revista noastră*). L'orientation de ces journaux pourrait être qualifiée de féministe, puisque les revendications sont de plus en plus nombreuses et la dénonciation de l'inégalité des droits devient plus virulente.

¹ V. aussi Ionela BĂLUȚĂ, «L'apparition de la presse féminine – la seconde moitié du XIX^e siècle roumain», in *Actes du colloque des doctorants francophones*, Université de Bucarest, organisateur Dolores TOMA, Editura Credis, București, 2003, pp. 19-26.

² Evelyne SULLEROT, *Histoire de la presse féminine en France, des origines à 1848*, Armand Colin, Paris, 1966.

³ Nicolae IORGA, *Istoria presei românești*, Editura Muzeul Literaturii Române, București, 1999 (première éd.: 1922).

⁴ Marian PETCU, *O istorie a publicității românești*, Tritonic, București, 2002.

Parmi les journaux rédigés par des hommes et destinés aux femmes, il faut rappeler les journaux de mode – *Journal de modă, Moda azi* –, les journaux rédigés par des médecins et destinés aux femmes – *Sănătatea femeilor*, rédigé par le docteur Marcian, Bucarest 1902 – et les journaux destinés à la famille (qui étaient lus principalement par les femmes) – *Globul – foaie pentru familie*. Les sujets abordés dans ces journaux s'inscrivent dans le modèle de la femme «féminine»: présentation détaillée des dernières toilettes, conseils pratiques sur l'acquisition ou sur comment confectionner ses toilettes, recommandations pour le gouvernement de la maison et l'économie domestique, voilà des sujets qui reviennent dans presque chaque numéro. Très proches de cette catégorie sont les journaux mondains, rédigés par des hommes et qui attirent notamment l'attention des femmes: *Almanach du High-Life, Almanach de Bucarest, Bucarest mondain*. Les conseils concernant la façon de meubler les maisons, les exercices de «gymnastique de maison», les publicités de parfums et de bijoux ne laissent pas de doute sur la présence massive des femmes parmi le public de ces journaux. Il faut remarquer que cette catégorie de la presse destinée aux femmes reste très conformiste, renforçant le modèle de la séparation des sphères et reléguant les femmes soit dans le domaine du futile et du mondain, soit dans le domaine du domestique.

Enfin, les journaux politiques rédigés par les femmes vont apparaître, très probablement, dans la période suivante (à partir de la deuxième décennie du XX^e siècle). Par exemple, certains fragments reproduits par Ștefania Mihăilescu ont des accents socialistes évidents; ensuite, l'apparition des organisations politiques de femmes favorisera sans doute ce type d'expression.

d) En quatrième lieu, je distinguerai une position qui me semble trop singulière pour la réduire à une des variantes évoquées: il s'agit des femmes qui commencent à s'exprimer en dehors d'un groupe ou d'une organisation, collaborent avec différentes publications et s'incrivent dans une organisation politique. L'exemple le plus connu est celui de Sofia Nădejde: elle manifeste très tôt ses affinités socialistes et s'inscrira bientôt au Parti Socialiste. Le ton de tous ses articles et ouvrages est militant et radical. La particularité de la position de Sofia Nădejde¹ vient justement de sa double appartenance militante: elle est à la fois féministe et socialiste. C'est la première position de ce type qui se manifeste dans l'espace roumain. Les articles concernant la position de la femme attaquent les préjugés et les règles qui maintiennent l'état d'infériorité de la femme. Elle entre même en polémique avec Titu Maiorescu², et accuse son esprit limité qui croyait aux démonstrations révolues concernant la taille du crâne de la femme³. Le débat féministe est toujours

¹ Elle est issue d'une famille de paysans riches (son père, Vasile Băncilă-Gheorghiu, était administrateur de la propriété d'un boyard); elle suit le lycée à Iași et épouse le professeur Ioan Nădejde, qui avait des convictions socialistes. Elle a une très riche activité journalistique (par exemple un ouvrage qui réunit ses écrits donne à la fin une bibliographie – y compris des articles de presse – qui s'étend sur une vingtaine de pages: Sofia NĂDEJDE, *Scrisori*, Junimea, Iași, 1978), devenant même, en 1894, la directrice d'un grand quotidien (*Evenimentul*). À côté de son mari, elle est également très active dans les cercles socialistes. Tous ces articles, de même que ses œuvres, ont un accent militant évident.

² L'auteur de la célèbre théorie «des formes sans fond» adopte une position très conservatrice sur la question de la position de la femme, soutenant la stricte séparation des sphères.

³ V. les trois articles de *Contemporanul* (nr. 24/1882; nr. 1/1882; nr. 8/1883, reproduits in Ștefania MIHĂILESCU, *Emanciparea femeii române...cit.*, pp. 212-220.

parsemé chez elle d'arguments renvoyant à la doctrine socialiste; Sofia Nădejde critique non seulement l'attitude des hommes qui veulent maintenir un état des choses injuste, mais également la position des femmes bourgeoises, par exemple, qui, embrassant une vie oisive, ne font qu'accroître leur dégradation¹. C'est pourquoi elle concentre souvent son attention sur la situation des femmes qui sont majoritaires – les paysannes². L'éducation est le principal moyen de l'émancipation des femmes et la lutte pour l'émancipation est placée à côté des grands événements historiques tels «la grande révolution» et «la libération des esclaves»³.

La position d'Ecaterina Arbore est assez proche de celle de Sofia Nădejde. Elle commence par des études de médecine, mais s'implique ensuite dans les activités de mobilisation des femmes, fondant la société «Sprijinul»⁴ (avec une autre femme docteur en médecine, Virginia Alexandrescu). Au début elle s'intéresse surtout aux possibilités d'aider les mères à élever leurs enfants dans des conditions hygiéniques. Peu à peu, elle prend une position militante; à partir de 1902 elle s'inscrit dans le cercle socialiste «România muncitoare», où elle donne plusieurs conférences. En janvier 1910 elle participe comme délégué au Congrès du Parti Social-Démocrate; de 1912 à 1918 Ecaterina Arbore fait partie du comité exécutif du Parti Social-Démocrate⁵. Elle s'intéresse aux conditions de vie des paysans et des ouvriers, mais sa préoccupation centrale reste la situation de la femme et son rôle dans la société. «La femme et le socialisme», «La femme ouvrière et la lutte contre l'exploitation» sont des conférences qui expriment ces idées radicales, qui revendiquent inséparablement l'égalité des sexes et des classes. Participant à des actions de protestation à côté de ses camarades de parti, elle a été deux fois arrêtée (en mai et décembre 1918)⁶.

La composante «militante» est inscrite dans la trajectoire des deux femmes: dans le cas d'Ecaterina Arbore, elle apparaît dans le parcours de son père militant (exilé pour son activité révolutionnaire), tandis que dans le cas de Sofia Nădejde le militantisme de son mari contribue de façon évidente à la propulsion de l'attitude critique. L'origine sociale de Sofia Nădejde est toujours bourgeoise, et le fait que l'un de ses frères (Octav Băncilă) choisit la profession d'artiste (il deviendra un peintre renommé) confirme l'hypothèse de l'investissement dans les études comme stratégie d'affirmation sociale. En outre le mari professeur apparaît de nouveau comme un facteur favorisant l'expression et les actions publiques de la femme.

e) Les associations de femmes représentent un autre type de manifestation de l'action féminine et contribuent davantage à l'imposition de la femme comme acteur social (dans le sens sociologique du terme). Cette forme d'implication n'est pourtant pas homogène: ces associations peuvent être à leur tout regroupées en fonction des objectifs qu'elles se proposent et qui vont de la charité (posture qui devient au XIX^e siècle essentiellement féminine) au féminisme (la position la plus radicale).

¹ *Ibidem*, p. 215.

² On peut citer son article sur l'état des femmes et les moyens de leur émancipation publié in *Femeia română*, nr. 122/1879, reproduit in *Ibidem*, pp. 185-186.

³ *Ibidem*, p. 186.

⁴ La société est fondée en 1900 et se propose d'appuyer les femmes pauvres, d'encourager le travail féminin, de répandre la culture par des conférences, de stimuler les actions charitables; *Ibidem*, pp. 380-381.

⁵ Florica Cireșica NEAGU, *Femeia medic...cit.*, pp. 67-69.

⁶ *Ibidem*, p. 73.

La guerre d'indépendance (1877) occasionne un premier rassemblement systématique des femmes. Des associations de femmes (y compris la Croix Rouge) sont créées pour soutenir l'action des soldats qui défendaient la nation: l'activité des comités établis dans la plupart des grandes villes en témoigne. Ramasser des fonds pour la création d'hôpitaux ou pour les envoyer à l'armée, collecter ou confectionner des vêtements pour les soldats, de la nourriture, ou offrir tout simplement son aide pour soigner les blessés sont les types d'actions entreprises par les femmes. La guerre d'indépendance offre donc une bonne occasion pour la propulsion de l'activité collective des femmes. Plusieurs raisons sont à supposer: d'un côté, les soins infirmiers et la collecte des fonds sont des postures féminines absolument légitimes¹. D'un autre côté, toute la construction idéologique qui gravite autour des guerres opère une répartition des rôles où la femme est appelée aussi à prouver son patriotisme². Il ne suffit plus de rester à la maison et d'éduquer les futurs citoyens de la patrie, il faut soutenir l'armée. À première vue, ces actions ne contestent en rien la règle du jeu. En réalité, je considère que, au moins dans le contexte roumain, elles offrent une première possibilité de conjuguer les actions individuelles, imposant une collaboration au niveau régional, voire national, qui n'existait pas auparavant. C'est une première expérience d'action commune; des réseaux de solidarité féminine deviennent visibles, créant les prémices des collaborations futures.

Il y a ensuite des associations dont les objectifs pourraient être qualifiés, de façon générique, de charitables, qui sont liées à «l'action sociale» des femmes³. Plusieurs d'entre elles se proposent d'aider les filles pauvres, en leur offrant l'accès à l'éducation et à un métier, afin qu'elles puissent gagner leur vie: l'association «Reuniunea femeilor române din Iași» (1867), la société «Salvatorul» (Bucarest, 1886); d'autres se proposent plutôt de soutenir les femmes pauvres ou les mères qui ne peuvent pas élever leurs enfants ou d'aider les orphelins: la société «Ajutorul» (Bucarest, 1893), la société «Materna» et sa division «Leagănul Elisabeta» (Bucarest,

¹ En France, par exemple, ce type d'associations et notamment la Croix Rouge sont encouragées par les médecins, qui forment des infirmières (recrutées en général dans les catégories populaires); d'un autre côté, les femmes de l'élite transforment l'assistance aux malades en une sorte d'activité professionnelle; cf. Yvone KNIBIEHLER, Catherine FOUQUET, *La femme et les médecins...cit.*, p. 189.

² Par ailleurs, l'histoire des soins infirmiers volontaires commence à proprement parler en 1853, avec la guerre de Crimée; l'acceptation de la femme infirmière et la reconnaissance des soins infirmiers comme «profession civile» sont accompagnés par une production idéologique qui essaie de transformer cette profession en une profession féminine, puisque convenant aux qualités «naturelles» de la femme; cf. Dieter RIESENBERGER, «Femmes entre guerre et paix. L'histoire des infirmières de la Croix-Rouge», in Marie-Claire HOOCK-DEMARLE (sous la dir. de), *Femmes, Nations, Europe*, Cahiers du CEDREF, Publications de l'Université Paris 7-Diderot, Paris, 1995, pp. 206-217. V. aussi Didier GUYVARCH, «La guerre de 14-18 et les représentations du féminin et du masculin en Bretagne», in Luc CAPDEVILA, Sophie CASSAGNES *et alii* (sous la dir. de), *Le genre face aux mutations*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2003, pp. 291-305.

³ Catherine Duprat les appelle «associations féminines»; elles couvrent le domaine de la charité, mais une analyse plus attentive met en évidence «une étroite imbrication des sociabilités charitables, religieuses et mondaines» (p. 89); elle attire l'attention sur l'importance de ces associations dans l'étude de la sociabilité au XIX^e siècle et notamment dans la réévaluation de la dichotomie entre sociabilité masculine institutionnalisée et sociabilité féminine informelle; cf. Catherine DUPRAT, «Le silence des femmes. Associations féminines du premier XIX^e siècle», in *Femmes dans la cité*, Actes du colloque des 20 et 27 novembre 1992 organisé à l'Université de Paris I, CREAPHIS, Paris, 1997, pp. 79-100.

1897); la société «Obolul» (Bucarest, 1883)¹. Les objectifs de ces associations répondent aux impératifs idéologiques de l'époque: tout comme dans le cas français, l'altruisme, le moralisme et l'esprit de patronage de l'élite sociale² se retrouvent dans les statuts. Cependant, il se peut que les objectifs évoluent dans le temps et que des revendications visant au moins les droits des femmes et l'accès à l'éducation doublent les soucis charitables. Le cas de la Réunion des femmes roumaines de Iași, qui favorisera l'apparition de la première Ligue des femmes³, me semble exemplaire en ce sens.

Enfin, la Ligue des femmes (Iași, 1895) est un autre type d'action collective des femmes: en ce cas, l'orientation féministe est ouvertement affirmée, comme le montre l'appel ayant mené à la constitution de la Ligue. Par ailleurs, la période suivante va enregistrer la multiplication des associations de femmes dont les objectifs deviennent de plus en plus proches des revendications «féministes». Par exemple, la société «les droits de la femme» (Societatea «Drepturile femeii»), fondée en 1913, se donne, pour objectif premier: «l'émancipation morale, sociale, économique et juridique de la femme»⁴. Une étude systématique de ces associations, essayant de retrouver des informations sur les membres, sur les moyens et les actions par lesquelles on essaie de mettre en œuvre les principes des statuts⁵ pourrait sans doute dire plus sur l'évolution de l'action féminine, sur les tensions qui la traversent, sur le jeu entre conformisme et innovation. Néanmoins, la lecture des statuts des différentes associations conduit à l'observation que dans l'espace roumain la charité et le travail social des femmes (les deux étapes de l'action féminine identifiée par Michelle Perrot dans l'espace français⁶) ne sont pas nettement séparés du point de vue temporel et que dans plusieurs cas ils semblent plutôt coexister. Le rythme plus alerte du développement de la société roumaine, dominée par «l'utopie de la récupération»⁷, et l'exemple occidental sont des facteurs qui peuvent expliquer cette situation.

f) Les organisations politiques des femmes représentent une dernière forme de présence des femmes dans l'espace public; ces organisations apparaissent dans

¹ Sur le «maternalisme» et l'importance de la charité maternelle dans «l'appareil philanthropique», v. Jean-Pierre CHALINE, «Sociabilité féminine et „maternalisme“, les sociétés de Charité Maternelle au XIX^e siècle», in *Ibidem.*, pp. 69-78.

² Les éléments sont identifiés par Jean-Pierre Chaline dans les règlements de la société de Charité Maternelle; l'action philanthropique de ces groupes de dames est en général «l'objet d'un profond consensus» cf. *Ibidem.*, pp. 70, 72. La lecture des statuts reproduits dans l'anthologie de Ștefania Mihăilescu montre la similarité avec le cas français.

³ Pour l'étude de ces associations, v. Ionela BĂLUȚĂ, «Lois juridiques, lois sociales et construction des genres», in *Le genre face aux mutations*, cit., pp. 113-124.

⁴ Societatea «Drepturile femeii», «Statute», in Ștefania MIHĂILESCU, *Emanciparea femeii române...cit.*, pp. 431-434.

⁵ Je pense par exemple à la belle étude de Catherine DUPRAT, *Usage et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIX^e siècle*, vol. II, Éd. Comité d'histoire de la sécurité sociale, Paris, 1997, «Assister les familles», pp. 608-636; ou encore à l'analyse de l'action philanthropique à Londres proposée par Françoise BARRET-DUCROCQ, *Pauvreté, charité et morale à Londres au XIX^e siècle. Une sainte violence*, PUF, Paris, 1991, surtout chapitre 2 «Les initiatives de la société civile», pp. 99-156.

⁶ Michelle PERROT, «Sortir», in Georges DUBY, Michelle PERROT, *Histoire des femmes en Occident*, tome 4, Paris, Plon, 1991, pp. 541-542.

⁷ Alexandru DUȚU, *Ideea de Europa și evoluția conștiinței europene*, Editura All, București, 1999, p. 186.

la période 1906-1918, témoignant sans doute de la cristallisation du courant des idées féministes et de l'évolution du paysage partisan roumain. Il s'agit notamment des organisations de femmes ou des cercles féminins du Parti Social-Démocrate de Roumanie, qui fonctionnent dès la première décennie du XX^e siècle; par exemple, le compte rendu du «Cercle féminin» de Bucarest mentionne toutes les activités de propagande en faveur de la revendication des droits pour les femmes. Le cercle a commencé en 1912 avec 25 membres et dénombre, en 1914, 50 membres, dont la majorité des travailleuses¹.

La plupart des femmes qui se sont affirmées individuellement ou dans différents journaux se rassemblent, vers la fin du siècle, dans les diverses associations; les variantes identifiées ne sont pas rigides, les passages d'une position à l'autre étant fréquents. Utile du point de vue méthodologique, la typologie que j'ai proposée doit être nuancée afin de récupérer la dynamique d'un mouvement qui en est à ses débuts. Plusieurs points communs apparaissent dans les trajectoires des femmes qui embrassent une carrière publique (mis à part les femmes écrivains et certains pans de l'action charitable): l'origine plutôt bourgeoise, un père qui a des idées libérales, voire révolutionnaires, le mari professeur (souvent professeur d'université). Ensuite, le capital scolaire apparaît comme un atout important. L'investissement dans les études avancées (au moins le lycée) des filles restent néanmoins une option encore restreinte, la disposition de la famille à encourager les filles sur ce chemin constituant, à mon sens, une condition obligatoire de ces parcours. Une analyse de toutes ces «expériences», dans leur multitude et leur dynamique, est indispensable à une évaluation nuancée du rapport entre normativité et contestation; il est évident que des discours impossibles à imaginer – et d'autant plus à entendre – et des actions difficiles à concevoir – et d'autant plus à faire – auparavant apparaissent dans la seconde moitié du XIX^e siècle roumain. Le va-et-vient entre la réflexion sur les conditions de possibilité de chaque expérience et l'interrogation de la subjectivité créatrice de sens de cette expérience est une option méthodologique pertinente et stimulante. Ce tableau des manifestations et des prises de position des femmes montre la diversité et la complexité d'un courant d'idées et d'un mouvement en voie de constitution. Les prises de positions vont d'une reproduction du modèle normatif à sa contestation véhémente, de positions personnelles et isolées à des actions collectives, de plus en plus organisées.

¹ «Darea de seamă morală și materială a «Cercului feminin» din București de la 15 august 1912 până la 1 aprilie 1914», in Ștefania MIHĂILESCU, *Emanciparea femeii române...cit.*, pp. 447-448.